

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4788 - Mercredi 08 Janvier 2025 - Prix : 200 Fc

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN FRANCE :

630 visas octroyés par la France en 2024



MÉDIAS :

20 journalistes formés en JRI

Une vingtaine de journalistes comoriens, issus de divers médias, participent à une formation intensive sur le journalisme reporter d'images (JRI) du lundi 06 au jeudi 09 janvier à Moroni, dans le cadre du projet « Jeunesse et Médias » financé par la Coopération Française. Cette initiative vise à améliorer la production audiovisuelle et à promouvoir une presse plus professionnelle et indépendante aux Comores.



Dans le cadre du projet FEF N°2024-26 / 0209-COM-24-0001 « Jeunesse et Médias », financé par la Coopération Française, une formation intensive dédiée aux journalistes reporters d'images (JRI) se tient cette semaine du lundi 06 au jeudi 09 janvier à Moroni. Organisée par le Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes Comoriens (CFPJC), cette initiative vise à améliorer la qualité des productions audiovisuelles aux Comores. L'objectif est de permettre aux journalistes de maîtriser des techniques clés, telles que la prise de vue, le montage vidéo et la création de contenus adaptés aux réseaux sociaux. Les formateurs accompagnent les participants dans l'utilisation professionnelle

d'équipements variés, allant des caméras aux smartphones, tout en respectant les principes d'éthique et de déontologie.

Pour Bena Abdou Moindze, journaliste-reporter de Hayba Fm, cette formation est une opportunité de renforcer ses compétences. « Je suis ici pour améliorer mes techniques en reportage et montage, mais aussi pour apprendre des méthodes adaptées à la réalité journalistique des Comores », confie-t-il. Cependant, il souligne les défis rencontrés par les JRI locaux : « L'accès limité à des équipements modernes et performants ainsi que les difficultés à

couvrir les zones reculées restent des obstacles majeurs. »

Pour Mariam Ali Rilwa, journaliste audiovisuelle de l'ORTC, cette formation représente une occasion de renforcer son autonomie sur le terrain. « Être autonome est un atout. Parfois, le cameraman peut avoir du retard ou des problèmes techniques, et dans ces cas, je serai capable de filmer et de monter mon reportage moi-même », explique-t-elle. Elle évoque également un défi : « Ici, les journalistes utilisant des téléphones sont souvent moins pris au sérieux, alors qu'ils peuvent produire des contenus de qualité. »

Déjà initiée aux logiciels de montage comme Adobe Premiere Pro, CapCut ou VN, Mariam espère approfondir ses connaissances en montage et perfectionner ses compétences en prise d'images.

Selon le formateur Moudofinin Franck, le but de cette formation est d'amener les journalistes à mieux utiliser les outils à leur disposition, notamment le téléphone portable. « Le téléphone est devenu un outil indispensable pour le journaliste moderne. Notre but est d'apprendre à transformer une simple idée en un produit audiovisuel de qualité, capable de capter l'attention sur les réseaux sociaux ou à la télévision », explique-t-il. Il insiste sur l'importance de la construction du récit : « Il faut d'abord définir l'histoire à raconter, l'angle et la structure. Puis, il est essentiel de capter l'attention dès les premières secondes pour maintenir l'audience intéressée jusqu'à la fin. » Le formateur met également l'accent sur les aspects techniques, notamment le cadrage, l'arrière-plan et la lumière, avant de passer à l'étape du montage, qu'il enseigne aussi via des applications mobiles.

À la fin de la formation, chaque participant devrait être capable de concevoir un reportage, de le filmer seul sur le terrain

et de le monter de manière autonome. L'organisatrice Tahamida Mze, responsable du programme, explique que cette initiative s'adresse à une large variété de journalistes, issus de la presse écrite, de la radio, de la télévision et des webmédias. « Nous avons décidé de former 20 journalistes. Le projet inclut non seulement la formation JRI, mais aussi des modules sur le montage vidéo et audio, ainsi que sur l'écriture web », précise-t-elle. Ce programme fait partie d'une série de formations spécialisées, qui visent à répondre aux besoins exprimés par les journalistes. L'organisatrice souligne qu'en plus des formations JRI, des modules sur le journalisme économique et environnemental sont également envisagés, en fonction des retours des participants.

Notons que, ce projet bénéficie du soutien de la Coopération Française et s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Jeunesse et Médias » de l'ambassade de France aux Comores. Le CFPJC, né d'un projet pilote soutenu par l'association AMF et le CNPA pour doter les journalistes comoriens des compétences nécessaires pour exercer leur métier dans le respect des règles déontologiques et éthiques.

Mohamed Ali Nasra

LÉGISLATIVES 2025

"Je suis victime d'une politique mensongère et diffamatoire"

Dans une déclaration du 27/12/2024, le candidat indépendant aux législatives de 2025, dans la 28ème circonscription de Hambou, Saïd Abdallah Mohamed Elamine dément les rumeurs selon lesquelles sa candidature relèverait du régime en place et non de lui-même. Pour lui c'est une insulte à ma personnalité et celles qui me soutiennent dès la première heure.

En début d'année, ce professeur de français au lycée de Moroni a fait part à certains de proches de son intention de briguer le siège de député de Hambou. Ayant reçu les soutiens et les encouragements de ses amis et collègues, il a partagé le projet avec des leaders politiques qui lui sont proches. Effectivement, il a reçu leur approbation et leurs encouragements, la décision de se présenter aux élections législatives a été entérinée. Ainsi grâce à l'appui technique et financier de certains proches et amis, sa candidature a été déposée dans les règles. Et sa candidature a été

donc acceptée par les institutions chargées des élections, CENI et Cour Suprême. Mais depuis la précampagne il est victime d'accusations mensongères et diffamatoires, visant à faire croire que sa candidature relèverait du régime en place et non de lui-même.

Il a donc réagi dans une déclaration pour protester contre ces rumeurs, qu'il qualifie d'insulte à sa personnalité. « Je suis victime d'une politique mensongère, diffamatoire et de dénigrement cherchant à faire croire aux électeurs comoriens en général et ceux de Hambou en particulier que ma candidature relèverait du régime en place et non de moi-même. Une insulte à ma personnalité et celles qui me soutiennent dès la première heure. Je me garderai bien de citer ceux qui, derrière leur ignorance, pensent arrive à faire dévier le vent qui nous porte mais je leur exprime ma compassion. J'ai compris que victime de leur petitesse d'esprit, ils ne sont pas habitués à prendre des décisions personnelles ni à faire leur propre choix », déplore ce chef de département Français

au lycée.

Et lui de poursuivre : « depuis très jeune j'ai appris à prendre des décisions et à faire des choix sans contrainte ni lâcheté. Des choix que j'assume toujours. Notamment le choix de me présenter à ces élections pour dénoncer les abus du régime en place et ses politiques discriminatoires qui ont privé notre région de la déconcentration de certains services publics, d'une école technique, d'un collège d'enseignement général construit par le défunt président Ali Soilih et j'en passe ». Un candidat qui assume son choix de se présenter à ces législatives « pour défendre une vision, un projet qui place le bien-être des Comoriens au centre des préoccupations. J'ai fait le choix de défendre l'autonomie des îles et des communes, les travailleurs de ce pays, les personnes vulnérables. J'ai fait le choix de défendre la démocratie, la Nation et la République pour qu'elle rayonne de nouveau » conclut-il.

Nassuf Ben Amad



Saïd Abdallah Mohamed Elamine candidat aux législatives.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN FRANCE :

630 visas octroyés par la France en 2024

Dans ses vœux pour l'année 2025, l'ambassadeur de France aux Comores, Sylvain Riquier, a mis en avant les efforts réalisés pour renforcer les liens éducatifs entre la France et les Comores. Au total, 630 visas octroyés en 2024 contre 576 en 2023.

Dans une vidéo faite à l'occasion de l'an 2025, le diplomate Français sylvain Riquier a évoqué les nombreuses initiatives bilatérales en matière de santé, d'énergie et de développement entreprises entre la France et les Comores durant l'année 2024. Pour ses vœux de 2025, adressés au peuple comorien, il a souligné que l'année 2025 sera particulière, marquant

à la fois le cinquantième anniversaire de l'indépendance des Comores et une nouvelle étape dans les relations bilatérales. « C'est l'occasion de réinventer une relation nouvelle entre la France et les Comores », a-t-il affirmé.

L'éducation a été l'un des piliers majeurs de cette coopération en 2024, avec 630 visas étudiants délivrés par le consulat français. Un chiffre en nette augmentation par rapport à 2023, où 576 visas avaient été accordés. Selon un membre de l'ambassade, cette hausse témoigne d'un travail structuré et d'un accompagnement accru des étudiants et bacheliers comoriens via Campus France. « De nombreux étudiants partent étudier en France dans des

filiales scientifiques et technologiques comme le génie civil, l'agronomie, la cyber sécurité ou la médecine, qui sont essentielles pour le développement des Comores », a-t-il expliqué. Un autre fait marquant est l'admission croissante des étudiants comoriens dans les universités publiques françaises. Ces établissements offrent une opportunité d'excellence, particulièrement dans des domaines où l'Université des Comores ne propose pas encore de formations ou lorsque les capacités d'accueil sont limitées.

Pour informer et préparer les étudiants, Campus France a organisé en 2024 une série d'événements sur les trois îles. La « caravane de Campus France » a visité 33 établissements

scolaires, le centre universitaire de Patsy à Anjouan, ainsi que des structures à Mohéli et Grande Comore. Cette initiative vise à sensibiliser les familles et à accompagner les jeunes dans leurs projets d'études en France. « Une poursuite d'études en France est un projet qui se prépare en amont afin d'être une réussite », rappelle un membre de l'ambassade. D'après les données récentes de l'UNESCO, 3600 jeunes comoriens étudient actuellement en France, un chiffre en constante augmentation depuis 2018. « Cela reflète la force des liens entre nos deux pays et l'attractivité de l'enseignement supérieur français pour les Comoriens », a déclaré l'ambassadeur.

En dehors de l'éducation, la

France a continué ses actions dans plusieurs domaines en 2024. Sylvain Riquier a notamment mentionné la lutte contre le choléra en partenariat avec la Croix-Rouge française, la rénovation des écoles sur les trois îles, et la mise en service de la centrale solaire de Mitsamiouli. Il a tenu à souhaiter « bonheur, santé et réussite » à la population comorienne, tout en saluant les efforts des autorités pour la mise en œuvre des réformes. Avec des initiatives comme celles-ci, la coopération franco-comorienne semble bien engagée pour accompagner la jeunesse comorienne vers un avenir prometteur.

Mohamed Ali Nasra

PROGRAMME SARUMAYA :

Trente femmes outillées en développement personnel

Les trente femmes sélectionnées pour le programme « Sarumaya » ont débuté hier 7 janvier, les formations sous le module du développement personnel. Et ce programme récemment lancé par l'opérateur de télécommunication YAS (Telma) veut à travers un délai de six mois outiller les femmes en matière de digitalisation économique, coaching et développement entrepreneurial afin de permettre leur autonomie économique dans l'entrepreneuriat.

Tout a commencé par une séance du « développement personnel permettant aux participantes de pouvoir trouver à chacune la confiance en soi pour mieux s'épanouir dans ses affaires », a expliqué Youssa Saïd Ali Dainane lors d'une intervention avec la presse hier. Cette administratrice de l'institut consulaire de formation (ICF) a également précisé « Sarumaya a trois piliers fonda-

mentaux. D'abord le module de formation spécifique adapté pour faciliter l'accès à l'entrepreneuriat féminin dans le monde digital, ensuite faire en sorte que ces formations soient dispensées au niveau de l'Union des chambres de commerce pour développer des compétences pratiques. Et enfin le mentorat personnalisé.

Piloté par Kom'link, devant offrir un accompagnement sur mesure tout en renforçant les réseaux professionnels des participantes ». Ainsi, la société de télécommunication YAS, veut à travers ce programme Sarumaya atteindre quatre à cinq promotions car son ambition est de promouvoir l'avenir d'une ribambelle des femmes dans le domaine d'entrepreneuriat. Rappelons que ce programme est piloté par YAS pour offrir aux femmes locales les outils nécessaires pour concrétiser leurs ambitions entrepreneuriales.

Le projet vise trente femmes devant être outillées en digitalisa-



tion économique dans un laps de temps de six mois. Et dans chaque mois quatre séances de formation sont prévues : « les formations vont durer 6 mois. Et les participants auront une seule formation à chaque semaine de mois. Ce qui veut dire qu'un mois vaut 4 formations. Et

ces formations vont prendre fin six mois après ». Cette initiative Sarumaya est appuyée par l'opérateur YAS en collaboration avec l'agence nationale pour la promotion des investissements (Anpi), l'Union des chambres de Commerce (Uccia) et (Kom'link), sous l'égide des

ministères de l'Economie et de l'éducation nationale dans l'objectif de soutenir l'autonomisation de la femme comorienne à travers l'entrepreneuriat.

Kamal Gamal

AGRICULTURE :

La CIAEP de Mohéli a tenu sa première assemblée

La Chambre insulaire d'agriculture, d'élevage et de la pêche (CIAEP) de Mohéli a tenu la semaine dernière sa première

assemblée générale après six mois de travail. Plusieurs éleveurs, agriculteurs et pêcheurs ont participé à ce rendez-vous semestriel pour

faire le bilan et dresser un plan d'action pour l'année 2025.

Depuis sa réélection à la tête de la CIAEP de Mohéli le 22 août 2023, Mourdi Ali Mari et son équipe ont organisé cette première assemblée générale. Des éleveurs de différentes catégories, des agriculteurs et pêcheurs ont répondu présents à ce premier rendez-vous semestriel au CRDE de Fomboni. « Nous sommes obligés de nous réunir tous les six mois pour faire le bilan et voir ce que nous avons pu faire et ce que nous devons poursuivre », explique le président, avant de continuer: « Ensuite, nous

devons établir un plan d'action pour les six mois à venir durant cette nouvelle année 2025. »

Pour le président de la CIAEP de Mohéli, la tâche n'a pas été facile au début, car les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs constituent des secteurs qui ont beaucoup souffert. L'opérationnalisation de cette nouvelle institution reste un grand défi à relever. « Nous avons passé beaucoup de temps à chercher, à apprendre, à nous informer sur comment nous allons pouvoir réussir, et à présent j'estime que nous avons parcouru le chemin le plus difficile. Malgré quelques petites mésententes internes, j'ose dire aujourd'hui

que nous sommes capables de faire face aux différents défis de notre chambre », a-t-il rassuré.

Il convient de rappeler que c'est le ministère de l'environnement, de la Pêche et de l'Agriculture qui a pris l'initiative de mettre en place une maison dédiée aux agriculteurs et pêcheurs pour mieux exercer leurs activités et développer ce secteur. À noter que la Chambre d'Agriculture de Mohéli a été investie en juillet 2018 en présence du chef de l'État et de plusieurs membres de son gouvernement. Cinq ans après, ce secteur peine à prendre son envol.

Riwad



La CIAEP de Mohéli a tenu sa première assemblée.

Le casse-tête énergétique: la sonelec, un véritable frein à l'émergence

Notre pays est à la croisée des chemins. Les pénuries d'électricité récurrentes pour ne pas dire permanentes, loin d'être de simples désagréments, minent notre économie et compromettent notre développement. Selon le dernier communiqué de la Sonelec portant programme provisoire de distribution de l'électricité à Moroni, des régions entières de la capitale et de ses environs resteront dans le noir entre 9h et 17h, malgré la présence dans ces zones de (PME) petites et moyennes entreprises de production. Quel avenir pour ces entreprises et quel soutien prévu pour la circonstance. Dans ce même communiqué, rien ne laisse transparaître une lueur d'espoir d'un retour à la normale dans un avenir proche. Pourquoi dans ce cas ne pas alterner les délestages entre les zones de la capitale au lieu de sacrifier une seule partie. Il est donc urgent de sortir de cette impasse et de prendre des décisions audacieuses pour garantir un avenir énergétique durable. Aucun développement n'est envisageable sans énergie.

Pendant des décennies, nous avons pallié les problèmes d'approvisionnement en énergie par des solutions de court terme, coûteuses et inefficaces. L'achat incessant de groupes électrogènes qui plus est de secours, dont la maintenance est souvent déficiente faute de compétences, est devenu une habitude qui nous a menés dans un cul-de-sac.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

L'investissement dans les énergies renouvelables réalisé par le Président de la République, notamment le solaire, est une initiative louable et à encourager. Cependant, le choix des sites d'installation des premières centrales photovoltaïques s'est avéré peu judicieux. En concentrant ces installations dans des zones déjà faiblement alimentées dans la journée par la Sonelec, nous n'avons fait que déplacer le problème sans le résoudre.

La capitale, poumon économique du pays, souffre particulièrement de cette absence totale d'électricité. Le communiqué de la Sonelec vient entériner une situation qui date de plus d'un mois avec une partie de la capitale privée d'énergie surtout dans les horaires de travail. Les entreprises, contraintes de fermer leurs portes pendant des journées entières, voient leur productivité s'effondrer et les emplois disparaître. Ce cercle vicieux menace de plonger notre économie dans une spirale descendante. Si ce n'est déjà le cas. D'ailleurs la stagnation de notre taux de croissance pour ne pas dire sa baisse y est fortement liée.

Quelle solution pour sortir de cette impasse ? Ces solutions ne sont pas limitatives mais constituent un point de départ pour sortir des sentiers battus

-Prioriser la capitale :



Concentrons nos efforts sur l'installation de grandes centrales solaires à proximité de la capitale. Les économies qui seront réalisées sur le carburant nous permettront de financer d'autres projets et de renforcer la stabilité du réseau.

-Renforcer les capacités de la SONELEC : Formons le personnel, ayons foi aux compétences locales existantes en les plaçant dans les instances stratégiques de la société, investissons dans des outils modernes et mettons en place une gestion efficace de l'énergie. Il est inadmissible qu'à ce jour, il faut faire venir à chaque fois des techniciens étrangers pour réparer les groupes électrogènes. Il est également intolérable de constater qu'il faut plonger le pays dans le noir pour une

durée indéterminée pour réviser des groupes électrogènes dont une maintenance préventive devait se faire régulièrement.

-Développer un plan énergétique à long terme : Évaluons l'ensemble de notre potentiel énergétique, fixons des objectifs ambitieux. Dimensionnons nos centrales photovoltaïques pour apporter des vraies solutions.

Et pourquoi ne pas s'inspirer de notre île sœur Mayotte ? Mayotte produit environ 134 mégawatts d'énergie électrique dont 39 mégawatts proviennent d'énergie solaire. Pourquoi ne pourrions-nous pas faire de même ?? La Grande Comores dispose plus d'espace que Mayotte. Tout est question de dimensionnement et d'expression

des besoins.

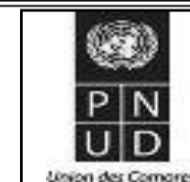
Il est temps de sortir de la logique des solutions palliatives et de construire un avenir énergétique durable pour notre pays. L'enjeu est de taille : il s'agit de préserver notre économie, de créer des emplois et d'améliorer le cadre de vie de tous les Comoriens.

Au vu de la situation, la Sonelec ne sera jamais à mesure de maîtriser à court terme l'énergie thermique. Il est donc urgent pour sauver la capitale et ses environs, pour l'intérêt de l'économie du pays, de penser à un plan d'urgence d'installer une centrale photovoltaïque dans la région de bambao.

Il est paradoxal de considérer la fourniture d'électricité pendant le mois de Ramadan comme une prouesse et comme indicateur de performance, alors que c'est précisément à ce moment-là que les entreprises produisent le moins. Cette focalisation sur une période spécifique, souvent au détriment d'autres, montre à quel point nous avons perdu de vue l'objectif principal : assurer une fourniture d'électricité stable et fiable tout au long de l'année. En nous contentant de répondre à la consommation pendant une période particulière, nous perpétons un système fragile et inefficace.

Hamidou MHOMA
Operateur économique

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) informe le public qu'il a lancé deux Appels à Candidature pour le recrutement de deux consultants (es) nationaux (ales):

Les Dossiers d'Appel d'Offre sont disponibles dans la plateforme Quantum suivant les liens ci-dessous :

1. Négociation UNDP-COM-00154 dans Quantum: Consultant (e) International (e) expert (e) en finance de la conservation:

2. Lien Quantum: View Negotiation: UNDP-COM-00154

3. Lien UNGM : <https://www.ungm.org/Public/Notice/256545>

4. Lien Procurement notice : https://procurement-notices.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=29284

2. Négociation UNDP-COM-00155 dans Quantum : Consultant (e) national (e) Spécialiste de la politique environnementale :

Lien Quantum : View Negotiation: UNDP-COM-00155

Lien UNGM : <https://www.ungm.org/Public/Notice/256544>

Lien Procurement notice : https://procurement-notices.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=29283

Date limite de remise des offres : **17/01/2025 à 11H00.**

Les dossiers complets ainsi que les instructions y afférentes peuvent être téléchargés suivant les liens de publication ci-dessus.

Toutes les demandes d'informations doivent être adressées, à partir de Quantum, à l'adresse de messagerie : achats.km@undp.org

Adresse de dépôt des offres en ligne uniquement :

Les offres doivent être soumises uniquement en ligne aux **dates et heures indiquées dans le système Quantum.**

Dans le cas où vous êtes intéressés mais non encore enregistrés dans la plateforme « Quantum » des opportunités du PNUD, prière écrire à l'adresse achats.km@undp.org pour obtenir une assistance.